

Chers citoyens russes, Chers amis !

Aujourd'hui je trouve indispensable de revenir sur les événements tragiques qui se produisent au Donbass, et aux questions clés qui concernent la sécurité de la Russie. Je commencerai par ce que j'ai déjà évoqué dans mon allocution du 21 février de cette année. Il est question de ce qui suscite chez nous une préoccupation et une inquiétude particulières, de ces menaces fondamentales pour la sécurité de notre pays que des hommes politiques irresponsables à l'Occident créent pas à pas, sans détours et brutalement, depuis des années. Je fais allusion à l'élargissement de l'OTAN vers l'est, au rapprochement de son infrastructure militaire vers les frontières russes.

Nous savons bien que 30 ans durant nous avons tenté patiemment et obstinément de nous entendre avec les principaux pays de l'OTAN sur les principes d'une sécurité également partagée et indivisible en Europe. En réponse à nos propositions, nous nous sommes heurtés à chaque fois soit à des mensonges et des tromperies cyniques, soit à des tentatives de pression et de chantage, tandis que l'Alliance nord-atlantique dans le même temps ne cessait de s'élargir en dépit de toutes nos protestations et inquiétudes. La machine militaire avance et, je le répète, s'approche au plus près de nos frontières. Pourquoi tout cela se produit-il ? D'où vient cette manière arrogante de nous traiter depuis une position d'élus, d'irréprochables, à qui tout est permis ? D'où vient ce mépris, ce je-m'en-foutisme envers nos intérêts et nos exigences absolument légitimes ?

La réponse est claire, évidente et facile à expliquer. L'URSS à la fin des années 80 s'est affaiblie, et s'est finalement totalement écroulée. Tout le cours des événements de cette époque constitue une bonne leçon pour nous également aujourd'hui. Il a montré clairement que la paralysie du pouvoir, de la volonté, sont le premier pas vers la dégradation totale et la relégation. Il nous a suffi à cette époque de perdre pour quelque temps notre confiance en nous, et voilà : l'équilibre des forces dans le monde a été rompu. La conséquence en a été que les accords, les traités existants ont de facto perdu effet. Les tentatives de convaincre et les demandes sont sans effet. Tout ce qui n'arrange pas l'hégémon, les tenants du pouvoir, est déclaré archaïque, obsolète, inutile. Et au contraire, ce qui leur paraît bénéfique est proclamé vérité absolue, imposé de force à tout prix, avec arrogance, par tous les moyens. Ceux qui ne sont pas d'accord sont brisés. Ce que j'évoque ne concerne pas uniquement la Russie, et nous ne sommes pas seuls à nous inquiéter. Cela concerne tout le système des relations internationales, et parfois même les propres alliés des Etats-Unis.

Après la chute de l'URSS, c'est dans les faits une recomposition du monde qui a commencé, et les normes jusqu'alors établies du droit international – dont les principales avaient été adoptées à l'issue de la Deuxième guerre mondiale et en grande partie en pérennisaient les résultats – ont commencé à gêner ceux qui s'étaient déclarés vainqueurs de la Guerre froide. Bien sûr, dans la vie pratique, dans les relations internationales et dans leurs règles, il fallait prendre en compte les changements de la situation mondiale et de l'équilibre des forces. Mais il fallait le faire de manière professionnelle, progressivement, patiemment, en tenant compte et en respectant les intérêts de tous les pays et avec le sens de la responsabilité. Mais non, (on a vu) l'euphorie de la suprématie absolue, une sorte d'absolutisme de notre temps, en outre sur fond de faible culture générale et d'arrogance de ceux qui préparaient, adoptaient et imposaient des décisions qui ne profitaient qu'à eux-mêmes. La situation a commencé à se développer suivant un scénario différent. Inutile de chercher loin pour trouver des exemples.

D'abord, sans aucune autorisation du Conseil de Sécurité de l'ONU, une opération militaire sanglante a été menée contre Belgrade. On a utilisé l'aviation, des missiles au centre même de l'Europe. Plusieurs semaines de bombardements incessants sur des villes pacifiques, sur des

infrastructures vitales. On est forcé de rappeler ces faits, car certains de nos collègues occidentaux n'aiment pas se souvenir de ces événements, et quand nous en parlons, préfèrent non pas se référer aux normes du droit international, mais à des circonstances qu'ils interprètent comme ils le jugent nécessaire. Après, cela a été le tour de l'Irak, de la Libye, de la Syrie. Le recours illégitime à la force militaire contre la Libye, la déformation de toutes les décisions du Conseil de Sécurité de l'Onu sur la question libyenne ont mené à la destruction totale de l'Etat, à l'apparition d'un foyer énorme de terrorisme international, à ce que le pays a sombré dans une catastrophe humanitaire, dans l'abîme d'une guerre civile qui perdure jusqu'à présent. La tragédie à laquelle ont été condamnées des centaines de milliers, des millions de personnes en Libye et dans toute la région a provoqué un exode massif de l'Afrique du Nord et du Proche Orient vers l'Europe.

On préparait le même sort pour la Syrie. Les opérations militaires de la coalition occidentale sur le territoire de ce pays, sans accord du gouvernement syrien et sans autorisation du conseil de Sécurité de l'ONU, ce n'est rien d'autre qu'une agression, une intervention. Mais une place à part dans ce rang est due sans doute à l'invasion en Irak, également dénuée de tout fondement légal. Comme prétexte on a choisi une information sûre que les Etats Unis prétendaient avoir sur les armes d'extermination massive en Irak. Pour le prouver, le secrétaire d'Etat américain, aux yeux du monde entier, a agité une sorte de fiole avec une poudre blanche, assurant à tout le monde que c'était une arme chimique élaborée en Irak. Et puis il s'est avéré que tout cela était de la tricherie, du bluff : qu'il n'y avait aucune arme chimique en Irak. C'est incroyable, étonnant, mais un fait reste un fait. Il y a eu mensonge au plus haut niveau de l'Etat et depuis la haute tribune de l'ONU. Et pour résultat, une quantité énorme de victimes, de destructions, une flambée incroyable de terrorisme.

On a d'une manière générale l'impression que pratiquement partout, dans de nombreuses régions du monde où l'Occident arrive pour instaurer son ordre, ne restent à la fin que des plaies sanglantes qui ne cicatrisent pas, les ulcères du terrorisme international et de l'extrémisme. Tout ce dont j'ai parlé, ce n'est que les exemples les plus flagrants mais c'est loin d'être les seuls exemples du mépris pour le droit international. La promesse faite à notre pays de ne pas élargir d'un pouce l'Otan vers l'est en fait partie. Je le répète: on nous a trompés, et pour utiliser un langage populaire, on nous a roulés. Certes, on dit souvent que la politique est quelque chose de sale. C'est possible, mais pas à ce point. Une telle roublardise va à l'encontre non seulement des principes des relations internationales mais avant tout des normes de la morale. Où sont la justice et le droit ? On n'a ici que du mensonge et de l'hypocrisie. D'ailleurs les hommes politiques, politologues et les journalistes américains eux-mêmes écrivent et disent que c'est un véritable "empire du mensonge" qui a été créé ces dernières années aux Etats-Unis. Il est difficile de les contredire: c'est le cas.

Mais ne soyons pas trop modestes: les Etats-Unis sont tout de même un grand pays, une puissance déterminante. Tous ses satellites non seulement lui chantent des louanges et lui font écho fidèlement et invariablement à tout propos, mais aussi copient son comportement, et adoptent avec enthousiasme les règles qu'il propose. C'est pourquoi on peut dire avec certitude et assurance que c'est ce qu'on appelle le bloc occidental dans son ensemble, formé par les Etats-Unis à leur image et sur leur modèle, qui est "l'empire du mensonge". Pour ce qui concerne notre pays, après l'effondrement de l'URSS, malgré l'ouverture sans précédent de la nouvelle Russie, sa disposition à travailler honnêtement avec les Etats-Unis et les autres partenaires occidentaux, et dans un contexte de désarmement pratiquement unilatéral, on a aussitôt essayé de nous achever et de nous détruire cette fois définitivement.

C'est exactement ce qui s'est produit dans les années 1990 et au début des années 2000, quand ce qu'on appelle l'Occident a soutenu de la manière la plus active le séparatisme et des bandes de mercenaires dans le sud de la Russie. Quelles pertes, combien de victimes cela nous a

coûté avant de briser définitivement le terrorisme international dans le Caucase. Nous nous en souvenons et n'oublierons jamais. Du reste, jusqu'à encore récemment on n'a cessé de tenter de nous utiliser à profit, de détruire nos valeurs traditionnelles et de nous imposer des prétendues valeurs qui auraient détruit notre peuple de l'intérieur, les principes qu'ils imposent déjà de manière agressive dans leurs propres pays et qui mènent directement à la dégradation et à la dégénérescence puisqu'elles vont à l'encontre de la nature humaine elle-même. Cela ne se fera jamais, et personne n'a réussi jusqu'à présent. Cela ne se fera pas davantage maintenant. En dépit de tout cela, en décembre 2021 nous avons malgré tout encore une fois entrepris une tentative de nous entendre avec les Etats-Unis et leurs alliés sur des principes de sécurité en Europe et sur le non-élargissement de l'Otan. Tout est clair. La position des Etats-Unis ne change pas. Ils ne jugent pas nécessaire de s'entendre avec la Russie sur cette question clé pour nous, poursuivant leurs objectif et négligeant nos intérêts. Et bien sûr dans cette situation se pose une question : mais que faire maintenant, que doit-on attendre ?

L'Histoire nous enseigne bien, comment en 1940 et au début de 1941 quand l'Union soviétique s'efforçait d'empêcher ou au moins de repousser le début de la guerre, et pour cela, jusqu'au dernier moment, essayait de ne pas provoquer l'agresseur potentiel, n'entreprenait pas ou reportait les mesures les plus indispensables et les plus évidentes pour se préparer à faire face à une agression inévitable. Et les mesures qui ont finalement été prises, arrivaient avec un retard catastrophique. Le résultat en a été que le pays n'a pas été prêt à faire face pleinement à l'invasion par l'Allemagne nazie, qui a attaqué notre patrie sans déclaration de guerre le 22 juin 1941. On a réussi à arrêter l'ennemi et ensuite à le vaincre, mais à un prix colossal. La tentative d'amadouer l'agresseur à la veille de la Seconde guerre mondiale a été une erreur qui a coûté cher à notre peuple. Dans les premiers mois de combats nous avons perdu des territoires gigantesques et d'une importance stratégique, et des millions de vies humaines. Nous ne ferons pas une telle erreur une seconde fois, nous n'en avons pas le droit.

Ceux qui prétendent à la domination du monde, publiquement, dans l'impunité et, je le souligne, sans aucun fondement, nous déclarent, nous, la Russie, leur ennemi. Ils ont effectivement aujourd'hui des capacités financières, scientifiques et technologiques, militaires, supérieures. Nous le savons et évaluons objectivement les menaces proférées à notre adresse de manière permanente dans le domaine de l'économie – tout comme nos capacités à résister à ce chantage permanent et arrogant. Je le répète, nous les évaluons sans illusion, de manière extrêmement réaliste. Pour ce qui concerne le domaine militaire, la Russie, même après l'effondrement de l'URSS et la perte d'une part significative de son potentiel, est aujourd'hui une des plus grandes puissances nucléaires au monde, et dispose en outre d'avantages certains dans une série de nouveaux types d'armements. En ce sens, personne ne doit avoir de doutes sur le fait qu'une attaque directe contre notre pays mènera à la destruction et à d'épouvantables conséquences pour tout agresseur potentiel. Dans le même temps, les technologies, y compris de défense, changent vite. Le leadership dans ce domaine change de mains et va continuer de le faire, alors que la prise de contrôle militaire de territoires voisins de nos frontières, si nous le laissons faire, perdurera pour des décennies, voire pour toujours, et constituera pour la Russie une inacceptable menace en croissance permanente.

Dès maintenant, au fur et à mesure de l'élargissement de l'Otan vers l'est, la situation pour notre pays devient chaque année pire et plus dangereuse. En outre, ces derniers jours la direction de l'Otan parle sans détours de la nécessité d'accélérer et de renforcer la progression des infrastructures de l'Alliance vers les frontières de la Russie. En d'autres termes, ils durcissent leur position. Nous ne pouvons pas continuer d'observer simplement le cours des événements. Ce serait de notre part absolument irresponsable. La poursuite de l'élargissement des infrastructures de

l'Alliance nord-atlantique, la prise de contrôle militaire du territoire de l'Ukraine sont pour nous inacceptables. Ce n'est bien entendu pas l'Otan elle-même qui est en jeu – c'est simplement un instrument de politique étrangère des Etats-Unis. Le problème est que, sur des territoires voisins des nôtres – je souligne qu'il s'agit de nos propres territoires historiques – se crée une "anti-Russie" qui nous est hostile et qui est placée entièrement sous contrôle extérieur, où les forces armées de pays de l'Otan prennent leurs aises et où sont introduits les armements les plus modernes. Pour les Etats-Unis et leurs alliés c'est la prétendue politique d'endiguement de la Russie, des dividendes géopolitiques évidents. Mais pour notre pays c'est en fin de compte une question de vie ou de mort, la question de notre avenir historique comme peuple.

Et ce n'est pas une exagération, c'est la vérité. C'est une menace réelle non seulement pour nos intérêts mais pour l'existence même de notre Etat, pour sa souveraineté. C'est la fameuse ligne rouge dont on a parlé nombre de fois. Ils l'ont franchie. A ce propos – sur la situation dans le Donbass. Nous voyons que les forces qui ont effectué en 2014 un coup d'Etat en Ukraine se sont emparées du pouvoir et le conservent grâce à ce qui est en fait des procédures électorales décoratives, ont définitivement renoncé à un règlement pacifique du conflit. Durant huit ans, d'interminables huit années, nous avons fait tout ce qui était possible pour que la situation soit réglée par des moyens pacifiques et politiques. En vain. Comme je l'ai déjà dit dans ma précédente allocution, on ne peut pas regarder sans compassion ce qui se passe là-bas. Il n'était simplement plus possible de rester sans rien faire. Il fallait mettre fin sans délai à ce cauchemar – un génocide à l'égard des millions de personnes qui vivent là-bas et qui ne fondent leurs espoirs que sur la Russie. Ce sont précisément ce désir, ces sentiments, la douleur des gens qui ont été pour nous le principal motif pour prendre la décision de reconnaître les républiques populaires du Donbass.

Ce que je souhaite en outre souligner. Les principaux pays de l'Otan, pour parvenir à leurs fins, soutiennent en Ukraine les ultra-nationalistes et des néonazis, qui à leur tour ne pardonneront jamais le choix libre des habitants de la Crimée et de Sebastopol, la réunification avec la Russie. Ils vont bien entendu s'attaquer à la Crimée, comme au Donbass, pour tuer, comme les bandes de nationalistes ukrainiens, complices d'Hitler au moment de la Seconde guerre mondiale, tuaient des gens sans défense. Et ils déclarent ouvertement qu'ils ont des vues sur toute une série d'autres territoires russes. Toute l'évolution de la situation et l'analyse des informations qui nous arrivent montrent que l'affrontement de la Russie avec ces forces est inévitable. Ce n'est qu'une question de temps: ils se préparent, ils attendent le moment favorable. Maintenant ils ambitionnent même d'acquérir l'arme nucléaire. Nous ne laisserons pas faire. Comme je l'ai déjà dit précédemment, la Russie, après l'effondrement de l'URSS, a pris en compte les nouvelles réalités géopolitiques.

Nous considérons avec respect tous les pays apparus dans l'espace postsoviétique. Nous respectons et respecterons leur souveraineté, et l'exemple en est l'aide que nous avons apportée au Kazakhstan qui s'est trouvé confronté à des événements tragiques mettant en jeu l'Etat et son intégrité. Mais la Russie ne peut pas se sentir en sécurité, se développer, exister avec une menace permanente émanant du territoire de l'Ukraine. Je rappelle qu'en 2000-2005 nous avons répondu militairement aux terroristes dans le Caucase, avons défendu l'intégrité de notre pays, et préservé la Russie. En 2014 nous avons défendu les habitants de la Crimée et de Sebastopol. En 2015 nous avons eu recours aux forces armées pour empêcher l'entrée de terroristes en Russie depuis la Syrie. Nous n'avions pas d'autre moyen de nous protéger. C'est la même chose qui se produit aujourd'hui. On ne nous a pas laissé d'autre possibilité de défendre la Russie, nos gens, que celle que nous allons être obligés d'utiliser aujourd'hui. Les circonstances exigent de nous des actes rapides et fermes. Les républiques populaires du Donbass ont demandé l'aide de la Russie.

Par conséquent, conformément à l'article 51 alinea 7 de la Charte de l'ONU, avec l'accord du Conseil de sécurité russe et dans le cadre des accords d'Amitié et d'assistance mutuelle avec la République populaire de Donetsk et la République populaire de Lougansk, ratifiés le 22 février par le Conseil de la Fédération, j'ai pris la décision d'une opération armée spéciale. Son objectif – défendre les gens qui depuis huit ans sont soumis à des brimades et à un génocide de la part du régime de Kiev. Dans ce but nous allons nous efforcer de parvenir à la démilitarisation et à la dénazification de l'Ukraine, ainsi que de traduire devant la justice ceux qui ont commis de nombreux crimes sanglants contre des civils, y compris contre des citoyens de la Fédération de Russie. Mais l'occupation de territoires ukrainiens ne fait pas partie de nos plans. Nous n'avons pas l'intention d'imposer quoi que ce soit par la force, à quiconque. Dans le même temps nous entendons de plus en plus souvent en Occident qu'il n'est plus nécessaire de respecter les documents signés par le régime totalitaire soviétique, qui fixaient les résultats de la Seconde guerre mondiale. Que répondre à cela ? Les résultats de la Seconde guerre mondiale, tout comme les pertes apportées par notre peuple sur l'autel de la victoire sur le nazisme, sont sacrés. Mais cela ne contredit pas les hautes valeurs des droits et libertés de l'homme, si l'on part des réalités qui se sont établies depuis la fin de la guerre.

Cela n'annule pas davantage le droit des nations à l'autodétermination, inscrit à l'article 1 de la Charte de l'ONU. Je rappelle que ni lors de la fondation de l'URSS, ni après la Seconde guerre mondiale, personne n'a jamais demandé aux gens qui vivaient sur tel ou tel territoire entrant dans l'actuelle Ukraine, comment ils comptaient eux-mêmes construire leur vie. Au fondement de notre politique, la liberté, la liberté de choix pour chacun de déterminer librement son avenir et l'avenir de ses enfants. Et nous jugeons important que ce droit – le droit à choisir – puisse être exercé par tous les peuples qui vivent sur le territoire de l'actuelle Ukraine, tous ceux qui le voudront. En ce sens je m'adresse aux citoyens ukrainiens. En 2014 la Russie a été dans l'obligation de défendre les habitants de la Crimée et de Sebastopol face à ceux que vous appelez vous-mêmes les "naziki". Les habitants de la Crimée et de Sebastopol ont fait leur choix – être avec leur patrie historique, avec la Russie, et nous les avons soutenus. Je le répète, nous ne pouvions nous comporter autrement. Les événements d'aujourd'hui sont liés non à une volonté de porter atteinte aux intérêts de l'Ukraine et du peuple ukrainien. Ils sont liés à la défense de la Russie elle-même contre ceux qui ont pris l'Ukraine en otage et tentent de l'utiliser contre notre pays et son peuple.

Je le répète, nos actes sont une autodéfense contre des menaces créées contre nous et contre des malheurs encore plus grands que ceux qui surviennent aujourd'hui. Quelle qu'en soit la difficulté, je vous demande de le comprendre et j'appelle à coopérer pour tourner le plus vite possible cette page tragique et, ensemble, aller de l'avant en ne laissant personne se mêler de nos affaires, de nos relations, mais en les construisant nous-mêmes de manière à permettre de surmonter tous les problèmes et, malgré la présence de frontières, à nous renforcer de l'intérieur comme un tout. Je crois en cela, précisément en un tel avenir commun.

Je dois m'adresser aux militaires des forces armées ukrainiennes. Chers camarades ! Vos pères, grand-pères, arrière-grand-pères n'ont pas combattu les nazis, défendant notre patrie commune, pour que les néonazis d'aujourd'hui s'emparent du pouvoir en Ukraine. Vous avez prêté serment envers le peuple ukrainien, et non envers la junte qui aujourd'hui pille l'Ukraine et se moque de son peuple. N'exécutez pas ses ordres criminels. Je vous appelle à déposer immédiatement les armes et à rentrer chez vous. Je précise : tous les militaires de l'armée ukrainienne qui rempliront cette exigence pourront quitter sans encombre la zone de combats et rejoindre leur famille. Je souligne encore une fois avec force : toute la responsabilité de l'éventuelle

effusion de sang reposera entièrement sur la conscience du régime en place sur le territoire de l'Ukraine.

Maintenant quelques mots importants, très importants pour ceux qui peuvent avoir la tentation de s'immiscer depuis l'extérieur dans les événements en cours. Quiconque tentera de nous gêner, a fortiori de créer une menace pour notre pays pour notre peuple, doit savoir que la réponse de la Russie sera immédiate et infligera des conséquences telles que vous n'en avez jamais connu dans votre histoire. Nous sommes prêts à tout développement de la situation. Toutes les décisions en ce sens ont déjà été prises. J'espère que je serai entendu.

Chers citoyens russes ! La prospérité, et l'existence même d'Etats et de peuples entiers, leur succès et leur vitalité prennent toujours leur source dans de fortes racines culturelles, dans un système de valeurs, d'expérience et de traditions des ancêtres, et bien entendu dépendent directement des capacités à s'adapter rapidement aux changements perpétuels de la vie, de la cohésion de la société, de sa disposition à s'unir, unir toutes ses forces pour aller de l'avant. La force est toujours nécessaire – toujours, mais la force peut-être de différentes qualités. Au fondement de la politique de "l'empire du mensonge" dont je parlais au début de mon allocution, repose avant tout la force brute. Dans ce cas on a coutume de dire chez nous "La force est là, pas besoin d'intelligence". Mais vous et moi savons que la véritable force est dans la justice et la vérité, qui est de notre côté. Et s'il en est ainsi, il est difficile de ne pas admettre que ce sont précisément la force et la disposition au combat qui fondent l'indépendance et la souveraineté, constituent l'indispensable base sur laquelle on peut construire sûrement son avenir, bâtir sa maison, sa famille, sa patrie.

Chers concitoyens ! Je suis certain que les soldats et officiers des forces armées russes, fidèles à leur pays, vont remplir leur devoir avec professionnalisme et courage. Je ne doute pas que les pouvoirs de tous niveaux, les spécialistes qui répondent de la stabilité de notre économie, de notre système financierancieranciercier, du secteur social, les dirigeants de nos entreprises et tout le milieu d'affaires russe vont agir de manière coordonnée et efficace. Je compte sur l'attitude unie et patriotique de tous les partis parlementaires et des forces de la société. En fin de compte, comme cela a toujours été le cas dans l'Histoire, le destin de la Russie est entre les mains de notre peuple aux nombreuses nationalités. Et cela signifie que les décisions prises seront exécutées, les objectifs fixés seront atteints, que la sécurité de notre patrie sera garantie. Je crois en votre soutien, dans la force invincible que nous donne notre amour de la patrie